



M E T P A R K

Place à la mobilité

**PREFECTURE
DE LA GIRONDE**

02 OCT. 2024

Bureau du Courrier

Procès-verbal

de la séance du conseil d'administration de la régie
du jeudi 27 juin 2024

PV N° 2024/04

Administrateurs présents :

- Monsieur Christophe DUPRAT
- Madame Béatrice de FRANÇOIS
- Monsieur Patrick BOBET
- Monsieur Gérard CHAUSSET
- Monsieur Patrick PAPADATO
- Monsieur Emmanuel SALLABERRY
- Madame Brigitte TERRAZA

Administrateurs excusés :

- Monsieur Olivier ESCOTS ayant donné pouvoir à M. PAPADATO
- Monsieur Stéphane MARI ayant donné pouvoir à M. DUPRAT
- Madame Isabelle RAMI ayant donné pouvoir à Mme de FRANÇOIS

Est présente pour la DGFIP :

- Madame Danielle MOLIA, comptable publique

Est présent pour les associations :

- Monsieur Jacques DUBOS, Trans'cub

Sont présents pour la Régie :

- Monsieur Nicolas ANDREOTTI, directeur général
- Madame Céline BORDIN MORA, directrice financière
- Monsieur Jérôme OSCISLAWSKI, directeur d'exploitation
- Monsieur Lucien LEVEAU, responsable unique sécurité
- Monsieur Miguel SEGUIN, directeur technique
- Madame Alexandra LEPARMENTIER, responsable du service ressources humaines
- Madame Véronique ENOUS, chargée de ressources humaines
- Madame Charlotte HIRIART, directrice administrative
- Madame Virginie GAUTHIER, responsable satisfaction client, études, marketing et communication
- Monsieur Hivann SOUHAIR, chef du service de la fourrière
- Monsieur Laurent AZZOLA, contrôleur de gestion
- Madame Fabienne GARELLI, assistante de direction

M. le président constatant que le quorum est atteint, ouvre la séance. Il demande si les membres du conseil d'administration ont des remarques à formuler sur le procès-verbal de la séance du 29 mai 2024. Aucune remarque n'est formulée, le PV est adopté.

Info/2024/03/01 : évolution de l'activité

M. ANDREOTTI indique qu'au 31 mai 2024, 9 372 abonnements étaient comptabilisés contre 9 553 à fin 2023, soit un léger recul. Ces abonnements sont décomposés en 7 973 véhicules légers dont 3 425 résidents et 4 548 permanents, 160 motos, 471 abonnements vélos et 768 autres abonnements de type autopartage, multicartes, Une progression de 14 % est enregistrée sur ce dernier type d'abonnement. Le nombre d'amodiés s'élève à 1 549 au 31 mai 2024. Au total, METPARK compte 10 921 usagers sous contrat, soit 84 usagers supplémentaires depuis le début de l'année, ce qui correspond à une augmentation légère de 0,8 %. L'activité en terme d'abonnés et d'amodiés est stable.

La fréquentation horaire du mois de mai est en baisse de 3,5 % par rapport à la même période de l'année dernière. Depuis le début de l'année, la fréquentation s'élève à un peu plus de 953 000 entrées contre un peu plus de 1 million sur la même période de l'année dernière, soit une baisse de 4,8 %. Il est important de noter qu'à périmètre comparable, alors que les parkings Front du Médoc et Gambetta sont fermés depuis le début de l'année, METPARK enregistrerait une hausse de 2 %.

La fréquentation abonnés enregistre une légère diminution de 0,4 % et en cumul depuis le début de l'année, elle est en retrait de 4,3 %. Cela s'explique aussi par la fermeture de ces 2 parkings.

Au 31 mai 2024, les recettes horaires s'élèvent à un peu plus de 5,4 M€, soit 85 000 € de plus que sur la même période de l'année dernière, soit une progression de 2 %. Les autres recettes composées des recettes abonnés, des conventions et d'amodiations cumulent à un peu plus de 4,3 M€. La recette globale est de 9,7 M€, soit 280 000 € de plus par rapport à la même période de l'année dernière, + 3 %. Eu égard au contexte mais aussi à la fermeture de 2 parkings, METPARK obtient sur les 5 premiers mois de l'année des résultats appréciables.

La fourrière enregistre toujours une forte baisse car sur les 4 premiers mois de l'année, l'activité a été très faible. Au 31 mai 2024, 2 699 véhicules ont été enlevés contre 4 728 l'année dernière sur la même période, soit plus de 2 000 véhicules en moins. Depuis avril, l'activité reprend du fait de la location du terrain sur la commune du Haillan même si le niveau requis n'est pas atteint. 84 % des enlèvements ont été réalisés sur Bordeaux alors que l'année dernière, le niveau des enlèvements sur cette commune était de 65 %. La commune de Bordeaux a une activité qui est repartie. Depuis le début de l'année, 1 746 véhicules ont été récupérés, soit 64 % des véhicules entrés sur la même période. Plus de 35 % des véhicules ne ressortent jamais des sites fourrières et finissent à la casse. Le chiffre d'affaires cumulé au 31 mai 2024 est aussi en net recul (- 508 000 €) par rapport à la même période de l'année dernière.

Est joint à l'information, un tableau récapitulant tous les enlèvements par commune.

M. le président note que, malgré la fermeture de 2 parkings dont Gambetta qui est un site important, la Régie arrive à maintenir l'activité et les recettes. Cela est plutôt positif.

M. PAPADATO demande si la clientèle s'est reportée sur les autres sites du fait de la fermeture de ces 2 parkings et comment interpréter ces chiffres alors que jusqu'à présent, l'activité était plutôt en baisse ? Sur Porte de Bordeaux, les gens qui vont voir les matchs stationnent sur ce parking plutôt que sur les trottoirs autour du parc Lescure. Est-ce qu'il y a une communication vis-à-vis des supporters ? Est-ce qu'il pourrait être envisagé un tarif match ? Par rapport à la fourrière, lorsqu'il est fait mention d'enlèvement de véhicules, est-ce qu'il s'agit uniquement des voitures ou est-il fait mention également des motos ? Il serait intéressé par les chiffres des motos enlevées. Sur Bordeaux, il y a un vrai problème d'incivilité et il passe son temps à faire enlever les motos qui sont sur les trottoirs et sur les places publiques. Il aurait besoin d'avoir les chiffres fourrière afin d'être informé sur cette problématique.

M. ANDREOTTI répond que le chiffre d'affaires est légèrement en recul mais s'il est retraits en neutralisant la fermeture des 2 parkings, il est plutôt en légère progression. Le report de la clientèle de Front du Médoc et de Gambetta s'est fait sur le parking centre commercial Mériadeck mais pas à 100 %. 90 à 95 % des clients abonnés du parking Gambetta se sont reportés sur centre commercial Mériadeck ou sur Bonnac. 5 à 10 % de la clientèle ont été perdus. Si l'activité est plutôt bonne cela s'explique par le fait que des parkings émergent comme Amédée St Germain, Grand Parc avec la polyclinique qui a ouvert un bâtiment ambulatoire juste en face du parking. Au niveau national et local, la tendance est clairement sur un léger recul du fait notamment des politiques publiques qui sont menées dans les agglomérations.

Sur Porte de Bordeaux, la fréquentation a progressé du fait qu'Appart'City situé juste au-dessus du parking détenait des amodiations permettant aux clients qui séjournaient dans cet hôtel de stationner pendant leur séjour. Le coût de leur stationnement était inclus dans le prix de la chambre. Les amodiations sont arrivées à leur terme dernièrement. Aujourd'hui, les clients de l'hôtel stationnent et paient leur stationnement à METPARK. Le match des légendes et le match féminin de rugby de l'équipe de France ont engendré une fréquentation importante lors de ces 2 événements.

METPARK a une convention avec l'UBB pour les soirs de match qui stipule que le parking est réservé aux partenaires de l'UBB sachant que les abonnés ont bien sûr accès au parking.

Les enlèvements fourrière comprennent l'enlèvement des 2 et des 4 roues motorisés. Les statistiques d'enlèvement sur la commune de Bordeaux des 2 roues seront transmises à M. PAPADATO d'ici la fin de cette semaine.

M. PAPADATO remercie pour ces précisions. Les enlèvements des 2 roues sont intéressants à connaître mais pas que pour la ville de Bordeaux car c'est une vraie problématique. Il serait intéressant de les intégrer dans le graphique car les bordelais ont bien compris que circuler avec un 2 roues était plus aisé et plus rapide vu les difficultés de circulation. Ils s'abstiennent souvent de payer le stationnement en se garant sur les trottoirs et sur les places publiques. Ils ont un engin motorisé moins cher, plus rapide et qui permet de stationner un peu partout. C'est pour cela que les statistiques d'enlèvement sont intéressantes pour les villes de la Métropole.

M. ANDREOTTI répond que ce chiffre sera intégré dans le tableau des enlèvements.

M. SALLABERRY souhaiterait faire un point sur le dispositif mis en place pour le festival ODP Talence et le retour de l'utilisation du parking 7^{ème} Art ainsi que la visibilité de METPARK offerte par la ville de Talence gracieusement. Près de 40 000 personnes sont venues à ce festival. Est-ce que la Régie a des retours sur l'utilisation du parking du 7^{ème} Art lors de cet événement ?

M. ANDREOTTI répond que lors de ce festival, METPARK a une concurrence « déloyale » car le festival de l'ODP a contractualisé avec l'université afin que son parking gratuit situé en face du parc Peixotto soit utilisé par les automobilistes. Malgré les demandes réitérées de METPARK, le festival communique exclusivement sur ce parking et ne communique pas sur le parking du 7^{ème} Art. Quelques dizaines de visiteurs ont stationné sur le parking 7^{ème} Art, parking sous-terrain sécurisé. Mais toute la communication du festival étant basée sur le parking gratuit situé en face du parc Peixotto, les festivaliers se sont dirigés vers ce parc. L'activité du parking du 7^{ème} Art que METPARK exploite pour le compte de l'UGC est plutôt faible voire très faible y compris pendant les 3 soirs du festival ODP.

M. CHAUSSET précise que c'est un peu dommage car la Régie participe au financement du festival, il faudrait au moins qu'il y ait de la communication de la part du festival. METPARK ne finance pas pour avoir un retour car c'est une opération de mécénat mais dans l'absolu, ce n'est pas normal que la Régie ne soit pas associée dans la communication.

M. ANDREOTTI répond qu'avec l'aide de M. le maire de Talence, la Régie tentera de convaincre les organisateurs pour la prochaine saison de localiser sur les billets à la vente le parking du 7^{ème} Art. La proposition de stationnement est différente car le parking de l'université est aérien et l'offre de METPARK est souterraine et sécurisée.

M. SALLABERRY indique que METPARK est présente sur les écrans, il y a donc un échange de bon procédé. Le parking de l'université est en face du festival et n'a donc pas tout à fait le même positionnement que le parking du 7^{ème} Art, potentiellement un parking de délestage.

Info/2024/04/02 : marchés publics passés par le directeur général

Mme GOULAY indique que, depuis le dernier conseil d'administration, la Régie a notifié 5 marchés, 4 avenants, signé 112 bons de commande pour le SPIC et 10 pour le SPA.

Info/2024/04/03 : information sur le déroulement des travaux

M. le président précise qu'à la suite de cette séance, les membres de cette instance se rendront au parking Gambetta pour voir au plus près le déroulement des travaux réalisés dans cet ouvrage.

M. SEGUIN propose de faire défiler des photos. Sur le parking Gambetta, les travaux se poursuivent dans de bonnes conditions avec quelques plus-values mais qui restent raisonnables. La METSTATION de Pey-Berland située au niveau -1 réceptionnée la semaine dernière peut accueillir 40 vélos. Le concept de la METSTATION de 8 mai 45 est déclinée sur cet espace avec des casiers.

M. ANDREOTTI ajoute que cette METSTATION est sans commune mesure avec l'ancien local vélos qui était terne, désuet. Cette METSTATION même si elle est contrainte est une belle réalisation.

M. SEGUIN indique que la prochaine METSTATION réalisée se situera sur Victor Hugo dont les études sont en cours. La Régie a reçu un avis favorable des pompiers la semaine dernière. La consultation du marché de travaux va pouvoir être enclenchée avec un objectif de livraison début 2025.

M. ANDREOTTI précise qu'au préalable, la METSTATION de Gambetta aura été livrée fin de cette année.

M. SEGUIN ajoute que la METSTATION de Victor Hugo est plus conséquente car elle pourra accueillir 140 vélos et une vingtaine de vélo cargos. La mise en service de 40 bornes IRVE a été réalisée sur le parc Amplitude la semaine dernière. Les travaux de mise en peinture du parking Victoire se terminent, la livraison est prévue mi-juillet. Sur centre commercial Mériadeck, le niveau -2 a été livré la semaine dernière. Les travaux vont se dérouler maintenant sur le niveau -1 en adaptant le phasage de l'opération car les travaux devaient s'achever début décembre. Suite à la demande du syndic de copropriété et d'Auchan, les 2 dernières phases vont être reportées en début d'année 2025. La fin des travaux est donc prévue en février 2025. Sur le parking de Mérignac, la Régie n'est pas satisfaite des travaux de peinture sur le niveau -1, ils vont donc être repris.

M. ANDREOTTI demande à ce que M. SEGUIN précise les dates des prochaines installations des bornes IRVE.

M. SEGUIN répond que 250 bornes seront installées d'ici la fin de l'année notamment sur Gambetta, Beaujon, Laharpe, Amédée St Germain et Amplitude.

M. BOBET demande quand seront installées les bornes sur Beaujon et Laharpe ?

M. SEGUIN répond que ce sera en novembre. 28 bornes seront installées sur Laharpe. Le parking de Pessac sera traité début d'année 2025 et Mérignac en fin d'année 2025. Le marché de vidéoprotection va participer à la sécurisation et à la sécurité des parkings par le biais de la gestion de caméras par un logiciel (VMS) dotées d'intelligence artificielle. Ce dossier a été présenté en CAO. Ces installations vont permettre de prévenir tous actes malveillants. Le logiciel devrait être installé fin de cette année en commençant par Victor Hugo qui est le parking le plus problématique en terme de sécurité. Le marché de renouvellement des équipements de péage a été présenté également en CAO. Les équipements actuels sont un peu vieillissants. Ils ne sont plus technologiquement au goût du jour. 16 parkings seront équipés des dernières technologies avec des caméras intelligentes qui différencieront le type de véhicule, la couleur, avec une digitalisation du parcours client et du paiement en ligne.

M. ANDREOTTI précise que ce matériel va changer l'expérience usager. Le ticket papier présent aujourd'hui, sera l'exception demain. De manière très fluide, les automobilistes pourront entrer et sortir du parking sans quasiment rien faire.

M. CHAUSSET souhaite avoir des précisions sur le montant de ce marché.

M. SEGUIN répond que ce marché est d'un montant de 2,6 M€. Le but de ce marché était d'avoir du matériel innovant et c'était un des critères de sélection des offres des candidats. Ces 5 dernières années, le matériel a beaucoup évolué dont notamment la digitalisation. La Régie souhaitait avoir du matériel qui ne se démode pas rapidement. Les parkings sont équipés d'un matériel datant d'une quinzaine d'années. Avec le nouveau matériel, il y a une nouvelle approche d'accès au parking. Il y aura également des écrans d'information qui permettront d'afficher des incidents, les tarifs et des informations.

M. ANDREOTTI indique que dans la prochaine information travaux, il sera intéressant d'ajouter quelques photos du futur matériel.

Info/2024/04/04 : problématiques liées à la sécurité dans les parkings

M. ANDREOTTI indique que depuis mi-avril, la Régie a contractualisé avec une société de gardiennage. La situation s'est améliorée quant à la présence de la population marginale mais peu d'amélioration sur les casses de véhicules qui sont toujours aussi importantes. Ces derniers jours, METPARK a fait face à une poussée de « fièvre » et un salarié a été accidenté. Il a été piqué par une seringue qui était cachée. La semaine dernière, un des agents de la société de gardiennage s'est fait mordre par un chien d'un marginal qui l'a lâché sur lui. Cet agent a été pris en charge au CHU. La Police Nationale a été sollicitée mais n'a pas souhaité intervenir et a simplement répondu qu'il fallait prendre contact avec l'assurance du salarié ! Il précise être déçu. Le lendemain, ce marginal avec son chien errait dans le parking Victor Hugo et malgré les saisines de la Police Nationale, celle-ci ne souhaite pas se déplacer.

M. OSCISLAWSKI précise que la progression se poursuit en terme de sécurité dans les parkings mais également sur la propreté car il y a moins de marginaux, - 41 % de marginaux signalés par les équipes de la Régie. Les parkings du centre retrouvent de la propreté et de la sécurité pour les usagers et les collaborateurs même s'il existe encore des cas et que le travail sera long. Malgré tout, il est constaté une amélioration. Le parking Victor Hugo reste un point noir avec des agressions, des dégradations tous les jours. Comme l'a indiqué M. le directeur, il y a eu des agressions de salariés de METPARK mais également des agents de la société de gardiennage. C'est une situation difficile sur ce parking ainsi que sur le parking Alsace Lorraine. En effet, sur ce parc, les marginaux expulsés d'autres parkings sont retrouvés sur Alsace Lorraine, ce qui engendre de très gros problèmes de sécurité et d'insalubrité. La Régie enregistre des résiliations des clients abonnés. Il s'est rendu hier sur ce parking et a échangé avec le directeur du CCAS notamment par rapport au squat présent sur un espace qui ne relève pas de la gestion de METPARK et sur lequel les équipes ne peuvent intervenir.

Il indique avoir échangé avec un représentant de la mairie de quartier et les choses devraient avancer. Il a été convenu de se revoir la semaine prochaine avec les services de la police municipale pour évacuer ce squat. Il a bon espoir qu'une solution soit trouvée très rapidement. Le représentant de la mairie a noté que l'expérimentation mise en place par METPARK suite à la réunion du président et du directeur général de la Régie avec le maire de Bordeaux avec la présence d'agents postés pendant 3 mois sur des parkings du centre n'a pas été gage de succès et même que des agents ont été mobilisés pour pas grand-chose. Cette expérimentation s'arrêtera le 30 juin avec un non succès.

Mme de FRANÇOIS demande pourquoi l'expérimentation n'a pas fonctionné avec des agents sur place ?

M. ANDREOTTI répond qu'il a été mis en place 24H/24, comme la Régie s'y était engagée auprès du maire de Bordeaux, des agents dans les PC de sécurité. Une comparaison a été faite entre les dégradations et les problématiques rencontrées sur ces parkings avant et après la mise en place de ces agents. Il est constaté au mieux une stagnation, au pire une augmentation des dégradations car l'agent seul dans un PC d'un parking d'une capacité de 1 000 places avec une population marginale importante ne peut clairement rien faire. Cette expérimentation a été faite mais, après ce test, force est de constater que, malgré la présence de personnel, les casses de véhicules continuent voire progressent.

Mme de FRANÇOIS demande si c'est autorisé de laisser un agent seul dans un parking ?

M. ANDREOTTI répond que la Régie a le droit de laisser un agent seul dans un parking étant précisé que les parcs sont en télésurveillance 24H/24. METPARK n'a pas les moyens d'équiper les 32 parcs de 2 agents sur des vacations.

M. le président ajoute que METPARK est une régie métropolitaine et qu'il n'est pas question de se mettre hors la loi. Si cela n'était pas autorisé, la Régie ne le ferait pas, elle ne fait pas ce qu'elle veut. Il avait été pris un engagement de 3 mois. Cela coûte de l'argent mais la situation ne s'est pas améliorée. METPARK a contractualisé avec une société de gardiennage avec des chiens. Les premières semaines, il a été constaté une amélioration et aujourd'hui, les chiens des marginaux attaquent la société de gardiennage. Il constate que la présence de cette société diminue le nombre de marginaux mais il faut aussi prendre en compte que la période estivale est moins difficile que l'hiver et que peut-être certains s'en vont pour aller sur d'autres lieux. Il y a une amélioration grâce à cette société. Il regrette qu'il n'y ait aucun compte-rendu de la réunion qui a eu lieu avec le maire de Bordeaux. Aucun relevé de décision n'a été établi par la mairie de Bordeaux, par la Préfecture, par Bordeaux Métropole et par la Police Nationale. La Régie a tenu les engagements qui avaient été pris lors de cette rencontre. Une nouvelle réunion aura lieu en septembre pour faire un point avec chiffres à l'appui. Cette société de gardiennage apporte quand même une amélioration. Un petit espoir a eu lieu avec les casses de véhicules qui est quand même un élément impactant pour les usagers dont notamment celui qui est propriétaire du véhicule cassé mais aussi celui dont le véhicule est juste à côté. Au mois de mars et au mois de juin, il constate que c'est mieux mais depuis le mois de janvier, sur 1 mois, il y a eu une trentaine de casses, cela fait 1 casse par jour.

Le 1^{er} mail du matin qu'il reçoit, c'est celui de M. ANDREOTTI qui lui fait un retour des casses sur les parkings. C'est mieux sur juin, il faut voir si ça continue ou pas. Mais le phénomène est récurrent car ni la présence humaine dans les parkings, ni la présence de la société de gardiennage avec des maîtres-chiens n'arrivent à l'endiguer. Ce phénomène va au-delà d'un problème de sécurité dans les parkings. La population marginale est importante sur la ville de Bordeaux. Il va falloir un jour se mettre autour de la table pour aborder le sujet : où mettre cette population marginale ? Pour l'instant, cela arrange tout le monde qu'elle rentre dans les parkings mais cela ne pourra pas durer.

Mme de FRANÇOIS indique que ce n'était pas une question mais un étonnement de sa part car cela peut être dangereux de laisser un agent seul dans les postes de sécurité. Elle a fait le parallèle avec la fonction publique où pour changer une ampoule, il faut être deux. C'était plutôt une remarque de cet ordre et non pas une pensée que la Régie pouvait faire quelque chose qui ne soit pas légal.

M. le président répond que l'engagement pris est qu'un agent présent sur place donne l'alerte plus vite mais ne va pas aller régler le problème car ce n'est pas son rôle.

M. PAPADATO précise qu'avec les beaux jours, cette population n'a plus forcément besoin de se mettre à l'abri dans les parkings. Pour avoir une vision de l'efficacité et de l'efficience de cette brigade, il faudra certainement attendre le retour des premiers frimas pour avoir une bonne analyse de la présence de la société de gardiennage. Il constate également qu'il y a une augmentation de la population marginale sur Bordeaux. Il ne sait pas comment la résoudre. Lorsqu'il y a des problèmes de communication avec la ville de Bordeaux et si la Régie a besoin d'informations, M. ANDREOTTI et M. DUPRAT peuvent l'interroger et il pourra être l'émissaire de la ville de Bordeaux pour faire remonter les demandes. Les chiffres de casses de véhicules dans les parkings sont un peu affolants. Est-ce qu'une communication a été faite envers les usagers des parkings pour rappeler d'éviter de laisser des choses visibles dans les véhicules ? Comme l'a dit Mme de FRANÇOIS, compte tenu de la dangerosité et il adresse à ce sujet tout son soutien au personnel de METPARK qui œuvre pour un apaisement dans les parkings, un seul agent fait des rondes dans un parking et fait remonter tous les problèmes. Il sait qu'il y a une difficulté financière. Dans les collectivités, les agents sont toujours 2.

M. ANDREOTTI indique que l'agent qui est seul dans un parking est dans le poste de contrôle et s'il doit sortir du PC, il a en appui d'autres salariés mobiles qui tournent sur l'ensemble des parcs. Un agent seul n'intervient pas. En cas de problème, il y a la société de gardiennage et les opérateurs de stationnement et spécialistes qui font la tournée des parcs qui peuvent être en appui.

M. DUBOS fait remarquer que, suite à la réponse éloquente que la Régie a eue de la Police Nationale, c'est la 2^{ème} problématique rencontrée. En effet, lors du précédent conseil d'administration, il avait été évoqué le fait que la Police Nationale avait mis 3 ou 4 H pour intervenir. Une réunion de revoyure est prévue en septembre avec la mairie de Bordeaux et les services de la Préfecture, ce sera le bon moment pour rappeler à M. le préfet les engagements pris par la Police Nationale qui est partie prenante dans la résolution de ce problème.

M. le président répond que M. le directeur général et lui-même ne manqueront pas de le faire même s'il faut avoir conscience que les forces de police sont aujourd'hui très sollicitées et que les effectifs sont réduits du fait qu'un certain nombre de fonctionnaires sont partis ou vont partir vers d'autres villes de France dans le cadre des jeux olympiques. Sans faire de la politique fiction, il risque d'y avoir quelques difficultés lors de certaines soirées de manifestation et ce sont les mêmes fonctionnaires de police qui devront être à 3 ou 4 endroits à la fois. Il compte beaucoup sur cette réunion prévue à la rentrée pour faire le point sur tous ces sujets.

M. CHAUSSET demande s'il y a des systèmes de vidéosurveillance par niveau et un PC surveille-t-il l'ensemble ? Quelle est la couverture des étages ?

M. ANDREOTTI répond qu'en ce qui concerne les moyens de sécurité passifs, c'est-à-dire les moyens matériels, plus de 1 000 caméras sont installées sur l'ensemble des parkings qui surveillent les accès piétons, voitures et les travées de circulation. Ce matériel est désuet. Un marché très important, plus de 3 M€, va être notifié avec pour objectif de changer les caméras qui ne fonctionnent pas, en ajouter sur des endroits un peu compliqués et surtout avoir une gestion intelligente avec des alarmes. Aujourd'hui, le dispositif existe mais n'est pas totalement convenable. Le dispositif humain comprend une équipe qui passe sur les parkings 24 H/24 et 5 parkings aujourd'hui disposent d'une présence humaine 24H/24 dans les PC. Toutes les nuits de 17 H à 7 H, un équipage de la société de gardiennage avec un élément canin patrouille sur l'ensemble des parkings et principalement sur les 5-6 parkings centraux qui posent problème. Un PC de télésurveillance situé à Pey-Berland avec 2 ou 3 agents 24H/24 a pour mission d'accueillir les appels interphonie et de faire intervenir les patrouilles mobiles sur les parcs. METPARK a un dispositif humain et matériel complet même si le curseur doit être remonté sur ce dernier point.

M. CHAUSSET précise que lorsqu'il y a quelqu'un non conforme à l'utilisation du parking qui entre notamment avec un chien, qu'est-ce qu'il se passe ?

M. ANDREOTTI répond qu'il a fait une tournée des parcs la nuit avec les équipes notamment sur le parking Victoire où un marginal était entré avec des chiens. L'opérateur de stationnement au PC a pris immédiatement contact avec la société de gardiennage et l'a fait intervenir pour tenter de faire évacuer ce marginal. Certains parkings sont équipés de vidéoprotection installée il y a 20 ans dont toutes les caméras ne fonctionnent pas. Le nouveau marché va permettre le remplacement de tout ce matériel. Dès l'été, ce marché démarrera notamment sur Victor Hugo.

M. SEGUIN précise qu'au préalable, sera installé le logiciel VMS et les premières caméras intelligentes seront déployées sur Victor Hugo fin d'année.

M. ANDREOTTI indique que ce système permettra automatiquement d'avoir des alarmes. A terme, il y aura 1 200 caméras qui déclencheront des alarmes en cas d'intrusions intempestives. La caméra se braquera sur le parking, sur la cage d'escalier ou la voie de circulation et l'opérateur verra tout de suite ce qu'il se passe.

M. SEGUIN ajoute que ce seront des caméras haute définition.

Affaire 2024/04/01P : accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la qualité de vie au travail

Mme LEPARMENTIER indique que la Régie a souhaité renégocier son accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la qualité de vie au travail en y intégrant notamment le droit à la déconnexion. Ce protocole d'accord prévoit 8 objectifs assortis d'actions et d'indicateurs concernant à la fois les mesures permettant de lutter contre la discrimination entre les hommes et les femmes, en matière de recrutement, de formation et de promotion professionnelles et de rémunération effective. Les objectifs relatifs aux conditions de travail et à l'articulation entre la vie personnelle et familiale et la vie professionnelle portent sur l'amélioration de l'harmonisation des temps de vie personnel et professionnel et sur l'évolution des dispositions actuelles concernant les droits à congés pour enfant malade. Cet accord s'attache également à favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés. La Régie confirme le droit individuel de chaque salarié à

la déconnexion et l'importance d'un équilibre entre vie privée et vie professionnelle. Il est proposé de bien vouloir autoriser M. le directeur général à signer le protocole d'accord.

M. ANDREOTTI indique que 2 syndicats représentant plus de 50 % de représentativité sur 5 ont signé cet accord. Il n'a pas eu de retour des 3 autres syndicats.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2024/04/01P

Affaire 2024/04/02P : avenant à la convention précaire et révocable d'occupation du domaine public portant publicité dans les ascenseurs des parcs de stationnement exploités par METPARK

Mme HIRIART précise que METPARK et la société PUBLISENS avaient signé en 2020 une convention pour permettre de l'affichage d'espaces publicitaires dans les ascenseurs. La convention arrive à terme début juillet. Une nouvelle consultation va être lancée. Afin de conserver de l'affichage publicitaire dans les ascenseurs, les parties se sont rapprochées et ont décidé de proroger les effets de la convention pour une durée de 3 mois. Le conseil d'administration est sollicité pour autoriser M. le directeur général à signer cet avenant.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2024/04/02P

Affaire 2024/04/03P : convention de gestion des équipements collectifs des niveaux privés (- 2 et - 6) du parking Pey-Berland

Mme HIRIART indique que le parking Pey-Berland comporte 2 niveaux privés, -2 et -6. En 1983, une convention avait été signée avec la CUB, propriétaire et exploitante du parking et les propriétaires privés afin de prévoir les modalités de gestion et de refacturation des équipements collectifs de ces niveaux privés. Compte tenu de l'ancienneté de cette convention et de l'évolution des modalités de gestion, METPARK et les nouveaux propriétaires de ces 2 niveaux se sont rapprochés et ont établi une nouvelle convention basée sur la réalité des dépenses effectuées. Il est proposé d'autoriser M. le directeur général à signer cette convention validée par l'assemblée générale de la copropriété.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2024/04/03P

Affaire 2024/04/04 : marché n° 2023SE063 renouvellement des équipements de péages de contrôle d'accès, de télésurveillance des parcs de stationnement Victoire, Laharpe, Centre Commercial Mériadeck, Pey-Berland, Front du Médoc, Libération, St Jean, Pessac, Mérignac, 8 mai 45, Bonnac, Grands Hommes, Beaujon, les Sècheres, espace logistique et fourrière : autorisation de signature

Mme GOULAY précise qu'une procédure avec négociation a été lancée avec une phase candidature et une phase offre pour choisir le prestataire. Dans la phase candidature, 3 candidats ont été retenus : OSP HOLDING, REVENUE COLLECTION SYSTEMS (filiale de THALES spécialisée dans le parking) et DESIGNA. Pour tenir compte de la fermeture du parking Front du Médoc, ce marché contient une tranche ferme et une tranche optionnelle. En effet, la Régie n'est pas sûre d'installer ce matériel

sur ce parking. La tranche ferme concerne 15 parkings. La tranche optionnelle sera faite si le parking Front du Médoc réouvre pendant la durée du marché qui est prévu sur 24 mois. Ce dossier a été présenté à la CAO du 24 juin qui a décidé d'attribuer ce marché à l'entreprise REVENUE COLLECTION SYSTEMS pour un montant de 2 391 500 €.

M. ANDREOTTI précise que cette société est une filiale de THALES dont la branche stationnement a été rachetée au 1^{er} juin par HITACHI. C'est une entreprise que la Régie n'avait pas jusqu'à présent dans ses parcs qui sont équipés de matériels ORBILITY et DESIGNA.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2024/04/04P

Affaire 2024/04/05 : marché n° 2024FS002 renouvellement et modification des installations de vidéoprotection avec maintenance associée sur 9 parcs de stationnement : autorisation de signature

Mme GOULAY indique qu'un appel d'offres a été lancé pour sélectionner un prestataire. C'est un marché d'une durée prévisionnelle de 60 mois conclu avec une partie ordinaire et une partie accord-cadre à bons de commande pour la maintenance curative. 7 entreprises ont déposé une offre et à la suite de l'analyse des offres, ce dossier a été présenté à la CAO du 24 juin qui a décidé d'attribuer le marché à l'entreprise INEO INFRACOM pour un montant de 1.254.259.67 € HT.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2024/04/05P

Affaire 2024/04/06P : marché n° 2024SE013 formations professionnelles : autorisation de signature

Mme GOULAY précise que le marché de formation arrivant à son terme cet été, il a donc été relancé sous la forme d'un MAPA. Ce marché est divisé en 12 lots pour un montant total de 600 000 € sur une durée de 24 mois reconductible 1 fois 12 mois. 23 entreprises ont répondu pour un total de 49 offres et le lot 3 est déclaré infructueux car la Régie n'a reçu aucune offre. A l'issue de l'analyse, 11 prestataires ont été choisis.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2024/04/06P

Affaire 2024/04/07P : marché n° 2023TVX003 accord-cadre multi attributaires à bons de commande relatif aux travaux de peinture pour la réfection et l'entretien des parcs de stationnement – avenant n° 1 – autorisation de signature

Mme GOULAY indique que l'accord-cadre peinture a été attribué aux entreprises EBAP et DAVID DAVITEC pour un montant maximum de 4.000.000.00 € HT. Ce montant est quasiment atteint et la Régie souhaite finir des parkings et permettre de faire face à certains aléas de chantier notamment sur les parcs centre commercial Mériadeck et Pessac. Il est proposé un avenant qui augmente le montant maximum de 15 %. Le nouveau montant maximum de l'accord-cadre est de 4.600.000.00 € HT.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2024/04/07P

Affaire 2024/04/01F : évolution de la tarification des mises en fourrière des véhicules

Mme BORDIN-MORA précise que des modifications doivent être apportées à la grille tarifaire de la fourrière. En effet, pour des raisons opérationnelles, il est souhaitable de réajuster cette tarification. Dans le cadre du marché national de la DGFIP, il ne peut pas être obtenu des pièces de monnaie de 1, 2 et 5 cts d'où des difficultés rencontrées pour rendre la monnaie aux contrevenants. Il est proposé d'arrondir les tarifs à la dizaine de centimes inférieure à compter du 1^{er} juillet 2024. Le tarif de gardiennage au-delà du 20^{ème} jour suite à vente aux Domaines est mentionné dans cette nouvelle grille pour plus de transparence.

M. le président indique que les collectivités fonctionnent comme au XIX^{ème} siècle, ce serait beaucoup plus simple si les collectivités pouvaient disposer de carnet de chèques ou de CB.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2024/04/01F

Affaire 2024/04/02F : liste des contrevenants décédés

M. le président précise que la liste des contrevenants décédés doit rester confidentielle.

Mme BORDIN-MORA indique qu'il est proposé d'annuler les titres des contrevenants décédés pour la somme de 10 057 € en accord avec Mme MOLIA puisqu'il est estimé que le recouvrement de ces créances ne peut raisonnablement aboutir. Cette somme représente 44 créances.

Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la délibération n° 2024/04/02F

M. ANDREOTTI précise que la Régie a fêté ses 20 ans il y a 1 mois. Le service communication-marketing souhaite faire une projection de quelques photos de cette soirée.

Mme de FRANÇOIS fait remarquer que c'était une très belle soirée.

M. le président ajoute que l'organisation était excellente et l'idée du bateau l'était tout autant.

M. ANDREOTTI indique que les membres du conseil d'administration sont attendus à 11 H 30 devant le chantier du parking Gambetta pour une visite et à l'issue, un déjeuner est prévu.

Fin de la séance à 11 H.

Le Président



Christophe DUPRAT

